



COMMISSION DE  
L'OCÉAN INDIEN

## **Revue de presse du 06-12 Fév. 2016**

**Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI**

# Sommaire

## **Veille Sanitaire.....3**

- **SANTÉ - COMMISSION DE L'OI : Troisième comité régional du projet de veille sanitaire**
- **PROJET «VEILLE SANITAIRE»: ZIKA AU CŒUR DU COMITÉ DE PILOTAGE**
- **Projet veille sanitaire-Océan Indien : Rencontre du Comité de pilotage aux Seychelles**

## **Tourisme.....12**

- **TOURISME—EN JANVIER 2016: Progression de 14,4 % des arrivées**
- **Après les bons résultats de 2015, Duval prévoit 8% à 10% de croissance en 2016**

## **Sécurité Maritime.....15**

- **SÉCURITÉ MARITIME - AUX SEYCHELLES : Maurice participe au Cutlass Express Exercise 2016**
- **Coopération militaire :Exercice régional Cutlass Express 2016**

## **Energie Renouvelable.....18**

- **Le CEB mise sur l'énergie verte**

## **Education.....20**

- **Francophonie et Université de l'océan Indien pour favoriser l'intégration de La Réunion**

## Veille Sanitaire

**LEMAURICIEN.COM**  
INDEPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

### **SANTÉ - COMMISSION DE L'OI : Troisième comité régional du projet de veille sanitaire**

60 % des maladies infectieuses, dont 75 % des maladies émergentes, sont d'origine animale

11 February, 2016



Le troisième comité de pilotage du projet de veille sanitaire de la Commission de l'Océan Indien se réunit les 11 et 12 février aux Seychelles. Les discussions auront trait aux priorités nationales 2016 en matière de santé publique. La réunion des représentants des îles de la région aura également pour objectif de poser concrètement les bases du réseau de Surveillance Épidémiologique de Gestion des Alertes (SEGA One Health) et de l'Unité de Veille Sanitaire (UVS) de la COI. Le Secrétaire Général de la COI, Jean-Claude de l'Estrac, et Matthieu Discour, directeur de l'Agence Française de Développement pour Maurice et les Seychelles, seront présents. Le réseau de surveillance régionale prendra aussi en compte la santé animale (Animal Risk) car 60 % des maladies infectieuses, dont 75 % des maladies émergentes, sont d'origine animale. Il sera constitué des autorités de santé publique, des services vétérinaires et des institutions de l'Environnement. Le Dr Lois Flachet, chef du projet de Veille Sanitaire de la COI, indique que ce projet a pour but d'élargir les actions de la COI en matière de santé publique et d'améliorer nos réponses face aux menaces sanitaires. « Cela répond à une nécessité car les maladies infectieuses se propagent très vite, comme en témoigne l'urgence mondiale de santé publique décrétée par l'Organisation mondiale de la Santé à propos du virus zika », explique le Dr Flachet. Une nouvelle infection apparaît en effet chaque année dans le monde. Vingt-cinq

épidémiologistes seront formés dans l'océan Indien d'ici à 2017. La mission de l'Unité de Veille Sanitaire de la COI est de donner une existence juridique au réseau régional de surveillance en vue d'un programme de santé publique régional d'ici à 2017.

<http://www.lemauricien.com/article/sante-commission-l-oi-troisieme-comite-regional-du-projet-veille-sanitaire>

**LeDEFIMEDIAGROUP**

## **PROJET «VEILLE SANITAIRE»: ZIKA AU CŒUR DU COMITÉ DE PILOTAGE**



L'épidémie du virus Zika qui sévit dans divers pays inquiète le monde. Elle figure ainsi à l'agenda du 3e Comité de pilotage du projet «Veille sanitaire» de la Commission de l'océan Indien, prévu les 10 et 11 février aux Seychelles.

Au-delà des aspects techniques, la réunion du comité de pilotage du projet devra permettre de jeter les bases d'une Veille sanitaire régionale durable et efficace, explique le Dr Loïc Flachet, chef du projet Veille sanitaire de la Commission de l'océan Indien (COI). « Cette structuration permettra d'élargir le champ d'action de la COI en matière de santé publique, de renforcer la coopération entre les organismes de santé et, au final, d'améliorer continuellement nos réponses face aux menaces sanitaires », ajoute-t-il.

Cette démarche, souligne notre interlocuteur, « est nécessaire, car les maladies infectieuses se propagent vite comme en témoigne l'urgence mondiale de santé publique décrétée par l'Organisation mondiale de la Santé à propos du virus Zika ». L'épidémie se transmet par piqûre de moustique infectée du type Aedes et a déjà fait des victimes notamment en Amérique latine.

Cette rencontre permettra également de discuter des activités dans le cadre du projet et de passer en revue les priorités nationales pour 2016 sur le plan de la santé. Mis sur pied en 2013, le projet Veille sanitaire, selon le concept One Health de l'Organisation mondiale de la santé, vise à apporter une réponse intégrale aux enjeux de la santé publique.

Cette réunion des pays membres de la COI (Union des Comores, Madagascar, Maurice, France/Réunion, Seychelles) permettra ainsi de jeter les jalons sur les acquis du projet, surtout en ce qu'il s'agit de la gestion des alertes. Dans cette optique, le projet Veille sanitaire œuvre aussi à l'élaboration d'une charte régionale pour le réseau SEGA One Health, ainsi que la désignation de la mission future de l'Unité de veille sanitaire de la COI (UVS-COI).

### **Zika: un numéro vert pour les voyageurs**

Face à la menace de la propagation du virus Zika, le ministère de la Santé met en garde les personnes qui doivent voyager dans les pays touchés par cette épidémie. Elles sont priées de prendre toutes les précautions nécessaires afin de ne pas se faire piquer par les moustiques. Les femmes qui projettent d'avoir un bébé sont priées d'avoir un avis médical si elles doivent séjourner dans les pays touchés. Celles qui en reviennent sont priées de prendre contact avec les autorités locales dans les bureaux sanitaires, centres de santé ou hôpitaux ou en appelant le 8924, entre 9 et 16 heures, du lundi au vendredi.

L'objectif est de donner une existence juridique au réseau et une mission plus complète à l'UVS-COI afin qu'il dispose des structures adéquates pour la conduite d'un programme régional de santé publique d'ici 2017, qui marque la fin du projet.

Cette rencontre du 3e comité de pilotage de Veille sanitaire verra la participation des ministres seychellois Mitcy Larue (Santé) et Wallace Cosgrow (Pêche), de Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, de Lionel Majeste-Larrouy, ambassadeur de France aux Seychelles et de Matthieu Discour, directeur de l'Agence française de développement (AFD) pour Maurice et les Seychelles. C'est cet organisme qui finance le projet.

**<http://defimedia.info/projet-veille-sanitaire-zika-au-coeur-du-comite-de-pilotage-17483/>**

## **Projet veille sanitaire-Océan Indien : l'épidémie Zika figure dans l'agenda du 3ème Comité de pilotage aux Seychelles**

11.02.2016



Le Comité de pilotage du projet "Veille sanitaire" de la Commission de l'océan Indien se réunit aux Seychelles depuis hier et se poursuivra ce jeudi. Cette rencontre permettra de faire le point sur les bases du projet et de discuter autour de la propagation du virus Zika.

Au centre des discussions aux Seychelles du 3e Comité de pilotage du [projet "Veille sanitaire"](#) de la Commission de l'océan Indien figurent des aspects techniques, mais aussi l'épidémie du virus Zika.

### **Jeter les bases d'une Veille sanitaire régionale durable et efficace**

La rencontre a débuté ce mercredi 10 février et se terminera ce jeudi. La réunion a d'abord pour objectif de jeter les bases d'une Veille sanitaire régionale durable et efficace, a indiqué le Dr Loïc Flachet, chef du projet Veille sanitaire de la Commission de l'océan Indien (COI). *"Cette structuration permettra d'élargir le champ d'action de la COI en matière de santé publique, de renforcer la coopération entre les organismes de santé et, au final, d'améliorer continuellement nos réponses face aux menaces sanitaires"*, a-t-il expliqué sur le récit de *Défi Média*.

**Les autres objectifs de la rencontre** Le virus Zika décrété une urgence mondiale de santé publique par l'OMS se trouve dans l'agenda de cette rencontre aux Seychelles. Le Dr Loïc Flachet a souligné que cette démarche était nécessaire vu la propagation actuelle de l'épidémie, dont un premier cas décrété en Chine. Le **projet de veille sanitaire** travaille en outre sur la mise en place d'une charte régionale pour le réseau *"Sega One Health"* et à la définition de la mission future de l'UVS-Coi. Cette rencontre entre les pays membres de la COI (Union des Comores, Madagascar, Maurice, France/Réunion, Seychelles) permettra ainsi de revoir les priorités nationales pour 2016 sur le plan de la santé.

<http://www.linfo.re/ocean-indien/seychelles/686963-projet-veille-sanitaire-ocean-indien-l-epidemie-zika-figure-dans-l-agenda-du-3eme-comite-de-pilotage-aux-seychelles>

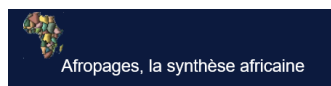


## **Commission de l’océan Indien - Le projet « Veille sanitaire » prend forme**

8/02/2016

Le projet « Veille sanitaire » de la Commission de l’océan Indien (Coi) tiendra son 3e comité de pilotage, les 10 et 11 février prochains à Mahé aux Seychelles. Ce projet bénéficie du financement de l’Agence française de développement (Afd). La réunion à Mahé permettra d’identifier les priorités nationales (...)

<http://www.africain.info/news=599533>



## **SANTÉ - COMMISSION DE L’OI : Troisième comité régional du projet de veille sanitaire**

Jeudi 11 février 2016

60 % des maladies infectieuses, dont 75 % des maladies émergentes, sont d’origine animale



Le troisième comité de pilotage du projet de veille sanitaire de la Commission de l’Océan Indien se réunit les 11 et 12 février aux Seychelles. Les discussions auront trait aux priorités nationales 2016 en

7

matière de santé publique. La réunion des représentants des îles de la région aura également pour objectif de poser concrètement les bases du réseau de Surveillance Épidémiologique de Gestion des Alertes (SEGA One Health) et de l'Unité de Veille Sanitaire (UVS) de la COI. Le Secrétaire Général de la COI, Jean-Claude de l'Estrac, et Matthieu Discour, directeur de l'Agence Française de Développement pour Maurice et les Seychelles, seront présents. Le réseau de surveillance régionale prendra

<http://afropages.fr/Le-Mauricien/sante-commission-de-loi-troisieme-comite-regional-du-projet-de-veille-sanitaire>



## **Projet veille sanitaire-Océan Indien : Rencontre du Comité de pilotage aux Seychelles**

**11-February-2016**



C'est le Ministre de la Santé Mitcy Larue qui a lancé hier, au cours d'une brève cérémonie, les travaux du 3ème Comité de pilotage du projet veille sanitaire-Océan Indien. La rencontre de trois jours se tient à l'Hôtel Berjaya Beau Vallon Bay.

L'Ambassadeur de France Lionel Majesté-Larrouy, l'officier permanent de liaison auprès de la COI (Commission de l'Océan Indien) Kenneth Racombo, le directeur de l'Agence Française de Développement Matthieu Discour et son chef de projet le Dr. Pierre Salignan – dont l'organisation finance le projet – y étaient aussi présents aux côtés des représentants



des pays de la région et ceux de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé).

Le projet veille sanitaire-Océan Indien a été initié en 2006 suite au déclenchement de l'épidémie du chikungunya qui n'a malheureusement épargné aucun Etat membre de la COI. Ces pays ont alors jugé nécessaire de développer un réseau d'échange d'informations pour faciliter la détection, l'alerte précoce et la surveillance épidémiologique ainsi que l'apport d'une réponse aux éventuelles épidémies.

Le ministre Larue a souligné que cette mission est aujourd'hui plus que jamais d'actualité face au risque d'épidémie de Zika qui affecte l'Amérique Latine et les Caraïbes. Elle a insisté que cette importante rencontre a lieu dans un contexte sanitaire mondial marqué par l'émergence de crises sanitaires successives comme le SRAS, H1N1, MERS et EBOLA , qui menacent sérieusement la sécurité sanitaire de nos populations et nécessitent des systèmes nationaux de veille de sécurité sanitaires efficaces.

« Avec un environnement de plus en plus confronté à des situations d'urgences épidémiques, les pays ont besoin de renforcer leurs systèmes de surveillance et de réponse aux maladies. La sécurité sanitaire nationale et mondiale sera d'autant mieux assurée que les épidémies seront contenues à la source », a-t-elle dit.

M. Racombo a de son côté exprimé sa gratitude à l'Agence Française de Développement qui apporte au projet une somme de six millions d'euros sur une période de trois ans.

Quant à M. Discour, il a rappelé que le projet arrive à son stade de pérennisation, étape qu'il a qualifiée de point tournant dans l'existence de cette initiative exemplaire en termes de coopération régionale.

L'Ambassadeur de France a exprimé sa fierté quant à l'implication de la France dans le projet. Il a rappelé la nécessité de coopération régionale face à ces dangers qu'il dit n'ont pas de frontières. Il rajoute que ces crises sanitaires peuvent être aggravées par les phénomènes de l'immigration et du changement climatique. L'Ambassadeur a également fait appel à la volonté politique de tous les pays membres de la COI dans la lutte contre les épidémies.

## **Commission de l'océan Indien - Le projet « Veille sanitaire » prend forme**

**08 Février 2016**



Le projet « Veille sanitaire » de la Commission de l'océan Indien (Coi) tiendra son 3e comité de pilotage, les 10 et 11 février prochains à Mahé aux Seychelles. Ce projet bénéficie du financement de l'Agence française de développement (Afd). La réunion à Mahé permettra d'identifier les priorités nationales pour cette année, en matière de santé. La rencontre entre les membres du comité de pilotage sera l'occasion de poser les bases de la pérennisation des acquis du projet, en particulier le réseau de Surveillance épidémiologique et de gestion des alertes (« Sega One Health ») et l'Unité de veille sanitaire de la Commission de l'océan Indien (Uvs-Coi). Ledit projet travaille actuellement sur l'élaboration d'une charte régionale pour le réseau « Sega One Health » et à la définition de la mission future de l'Uvs-Coi. De Loïc Flachet, chef du projet « Veille sanitaire » de la Coi affirme : « Au-delà des aspects techniques, la réunion du comité de pilotage du projet devra permettre de jeter les bases d'une veille sanitaire régionale durable et efficace.

Pour ce faire, nous présenterons le projet de charte régionale du réseau Sega One Health pour lui donner une existence juridique et assurer la mission de l'Unité de veille sanitaire de la COI à l'horizon 2017 ». Face aux épidémies, l'information constitue un moyen de prévention efficace. C'est la raison pour laquelle le réseau Sega a été créé en 2009. Le projet « Veille sanitaire » a réellement commencé en 2013 avec un engagement de six millions d'euros sur cinq ans de la part de l'Afd. L'initiative « One health » met en réseau les autorités de la santé

publique, les services vétérinaires et les Institutions chargées de l'environnement. A part la formation des épidémiologistes, le réseau « Sega One health » a par exemple facilité la mise en place d'un laboratoire mobile de diagnostic du virus Ebola, et cela, en partenariat avec l'Institut Pasteur de Madagascar.

**Donas H.R.**

[http://www.laverite.mg/index.php?option=com\\_content&view=article&id=7485:commission-de-locean-indien-le-projet-l-veille-sanitaire-r-prend-forme&catid=4:economie](http://www.laverite.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=7485:commission-de-locean-indien-le-projet-l-veille-sanitaire-r-prend-forme&catid=4:economie)



## **Commission de l'océan Indien - Le projet « Veille sanitaire » prend forme**

8 février 2016

---

Le projet « Veille sanitaire » de la Commission de l'océan Indien (Coi) tiendra son 3e comité de pilotage, les 10 et 11 février prochains à Mahé aux Seychelles. Ce projet bénéficie du financement de l'Agence française de développement (Afd). La réunion à Mahé permettra d'identifier les priorités nationales pour cette année, en matière de santé. La rencontre entre les membres du comité de pilotage sera l'occasion de poser les bases de la pérennisation des acquis du projet, en particulier le réseau de Surveillance épidémiologique et de gestion des alertes (« Sega One Health ») et l'Unité de veille sanitaire de la Commission de l'océan Indien (Uvs-Coi). Ledit projet travaille actuellement sur l'élaboration d'une charte régionale pour le réseau « Sega One Health » et à la définition de la mission future de l'Uvs-Coi. De Loïc Flachet, chef du projet « Veille sanitaire » de la Coi affirme : « Au-delà des aspects techniques, la réunion du comité de pilotage du projet devra permettre de jeter les bases d'une

veille sanitaire régionale durable et efficace. Pour ce faire, nous présenterons le projet de charte régionale du réseau..

<http://gasy.net/fr/info/17-presse/la-verite/211108-commission-de-l-ocean-indien-le-projet-veille-sanitaire-prend-forme.html>

## Tourisme



### **TOURISME—EN JANVIER 2016: Progression de 14,4 % des arrivées**

10 February, 2016



Maurice a accueilli 118 551 touristes en janvier 2016, soit une hausse de 14,4 % par rapport au nombre enregistré en janvier 2015 (103 606). À l'exception du Royaume-Uni, tous les principaux marchés touristiques du pays ont été en progression. Principal marché de l'industrie touristique locale, l'Europe a affiché une croissance de 18,7 % pour le premier mois de l'année avec 67 120 visiteurs. La France a consolidé sa première place avec 27 300 touristes (+ 6,8 %), précédant l'Allemagne, qui, avec 7 954 touristes, a réalisé une augmentation de 56,2 % alors que le Royaume-Uni, qui se retrouve en troisième position, a été en repli de 4,6 % avec 7 542 visiteurs. On observe, au niveau européen, des performances exceptionnelles telles celles de la Turquie (+ 705,9 % à 548), cela dans le sillage des nouvelles liaisons assurées par Turkish Airlines. Les marchés roumain (+ 350,4 % à 536), polonais (+ 192,2 %), ukrainien (+ 129,8 % à 733), bulgare (+ 198,3 % à 361) et autrichien (+ 104,9 % à 2 534) se

12

sont également distingués. La Réunion, deuxième marché le plus important pour Maurice, a enregistré, le mois dernier, une hausse de 2,5 % avec un total de 22 143 arrivées. L'Afrique du Sud, en troisième position, a enregistré une croissance de 7,4 % à 8 716. Puis viennent l'Allemagne et le Royaume-Uni. Sixième au classement des dix premiers marchés, la Chine a maintenu sa courbe ascendante, avec un taux de croissance de 32,4 % avec 6 520 visiteurs alors que l'autre principal marché asiatique, l'Inde, a également amélioré sa performance (+ 20,9 % à 5 403). L'Inde occupe la septième place dans le classement des marchés.

Par ailleurs, selon Statistics Mauritius, qui a rendu public ce matin le relevé des arrivées touristiques pour janvier 2016, le nombre moyen de nuitées passées à Maurice par les visiteurs a été de 10,7 contre 11,2 pour le mois correspondant de 2015.

<http://www.lemauricien.com/article/tourisme-en-janvier-2016-progression-144-des-arrivees>



## Après les bons résultats de 2015, Duval prévoit 8% à 10% de croissance en 2016

February 11, 2016



Une croissance de 14,4% en janvier de cette année au niveau des arrivées touristiques. Soit une performance en hausse comparé à la même période l'année dernière. Un chiffre « *exceptionnel* » qui, pour Xavier Duval, augure bien pour les arrivées touristiques pour le reste de l'année. Le ministre du Tourisme s'attend ainsi à une croissance de « 8% à 10% » pour 2016.

Il ne faudra toutefois pas ménager les efforts durant la basse saison, avance Xavier Duval. Qui estime aussi que la propreté, la sécurité et la qualité du service sont des éléments tout aussi importants pour l'attractivité de notre offre.

Cliquer ci-dessous pour écoute audio

<http://ionnews.mu/audio-apres-les-bons-resultats-de-2015-duval-prevoit-8-a-10-de-croissance-en-2016-110216/>

## Sécurité Maritime

## **SÉCURITÉ MARITIME - AUX SEYCHELLES : Maurice participe au Cutlass Express Exercise 2016**

11 February, 2016



Maurice a participé au Cutlass Express Exercise 2016, qui s'est tenu du 30 janvier au 6 février dans les eaux territoriales des Seychelles. L'objectif était de lutter contre les activités illégales dans la région de l'océan Indien tout en assurant la sûreté et la sécurité ainsi qu'en protégeant les États membres contre toute sorte de violation de leur souveraineté. L'équipe mauricienne était composée des gardes-côtes nationaux et des cadres du Public Affairs Office de la police. Cet exercice a été organisé par AFRICOM et les experts de la marine américaine (NAVAF-NAVEUR), avec la collaboration des États membres. Les pays participants étaient l'Afrique du Sud, l'Australie, le Canada, les Comores, Djibouti, la France, le Kenya, Madagascar, Maurice, le Rwanda, les Seychelles, la Somalie, le Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda, le Royaume-Uni, la Turquie et les États-Unis. Étaient aussi présents des représentants de l'Eastern Africa Standby Force, de l'EU Naval Force, de l'Organisation internationale de la Marine et de la Combined Task Force 150. Organisé sur une base annuelle dans les différentes parties de l'océan Indien et à Djibouti depuis 2010, cet exercice est constamment passé en revue afin d'améliorer les stratégies existantes et de soutenir la capacité opérationnelle des organisations appliquant les lois de sécurité maritime. Cet événement est l'un des trois d'une série d'exercices régionaux axés sur l'Afrique et facilités par les forces marines américaines Europe-Afrique/6e flotte américaine (CNE-CAN/C6F). L'exercice tombe sous la Station Partenariat Afrique, le programme-cadre des exercices 'Express' et autres initiatives de rehaussement de capacités à travers l'Afrique. Les divers scénarios de l'exercice, étalés sur huit jours, ont testé les habiletés des pays participants à réagir au trafic illicite, à la piraterie maritime, à la pêche illégale et aux situations de recherche et de sauvetage. Les activités comprenaient une phase préparatoire dans le port et trois jours de "drills".

Elles se sont déroulées dans les alentours de Djibouti et à Port Victoria, aux Seychelles. Les scénarios étaient axés sur la Prolifération Security Initiative, initiative globalement reconnue permettant aux États de développer leurs capacités de détecter et prévenir la livraison des matériaux utilisés pour construire et développer des armes de destruction massive. Le code de conduite de Djibouti, dont 20 pays sont signataires, a été utilisé lors de l'exercice comme un cadre pour partager des informations et renforcer la loi internationale de la mer.

<http://www.lemauricien.com/article/securite-maritime-aux-seychelles-maurice-participe-au-cutlass-express-exercice-2016>



## Coopération militaire : Exercice régional Cutlass Express 2016



Dans le centre opérationnel de la manœuvre

La délégation des Forces Navales ayant participé à l'exercice régional Cutlass Express 2016, conduite par son Commandant, le Vice-amiral Rakotoarison Herinirina, est de retour à Antananarivo ce week-end. Tandis que le patrouilleur RC Trozona qui est l'unité opérationnelle déployée aux Seychelles pour représenter la Marine Malgache, fait cap actuellement vers Diégo-Suarez pour rejoindre son port base après plusieurs jours de mission. Rappelons que Cutlass Express 2016 est un exercice organisé par le Commandement des Forces Navales des USA en Europe-Afrique ayant rassemblé 18 pays de la région Est-africaine et de l'Océan Indien. 5 navires de guerre, dont le patrouilleur malgache RC Trozona, ainsi que 2 avions mauricien et seychellois, sont les moyens mis à la disposition d'un centre d'opération maritime, implanté dans la base navale du garde-côte



des Iles Seychelles, pour animer les scenarios planifiés depuis quelques mois. Du 29 janvier au 6 février, l'exercice militaire Cutlass Express 2016 s'est déroulé dans la zone allant des Seychelles jusqu'au Golfe d'Aden en Afrique de l'Est.

Il consistait à renforcer et à améliorer la coopération, l'expertise tactique et la pratique de partage d'informations entre les parties prenantes en vue de renforcer la sûreté et la sécurité maritimes dans la région de l'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien.

Se sont regroupées pour cet exercice coordonné par le commandement américain pour l'Afrique (Africom): les forces navales de Djibouti, d'Australie, du Canada, des Comores, de France, du Kenya, de Madagascar, de l'Ile Maurice, du Rwanda, des Seychelles, d'Afrique du Sud, du Soudan, de la Tanzanie, Ouganda, du Royaume-Uni et des États-Unis, ainsi que les représentants de la force est-africaine en attente, de la force navale de l'Union européenne (UE), de l'Organisation maritime internationale (OMI), et le groupe des forces multinationales.

La promotion du partage de renseignements et de l'interopérabilité dans une opération multinationale, en vue d'une meilleure sûreté et sécurité de l'espace maritime, constitue l'objectif principal de cet exercice d'envergure régionale. La participation d'un navire de guerre malgache reste en tout cas une première dans l'organisation de cet événement annuel depuis 2011. Elle traduit la volonté de l'Etat malgache de s'intégrer dans le contexte maritime de la sous région. Ce premier test des marins malgaches est plutôt réussi et a fait forte impression auprès des autres pays participants. La présence de la Marine Malagasy au futur exercice Cutlass Express 2017 est ainsi déjà sollicitée avec l'espoir d'impliquer encore plus de moyens.

<http://observateur-mada.mg/cooperation-militaire-exercice-regional-cutlass-express-2016/>

## **Energie Renouvelable**

## Le CEB mise sur l'énergie verte

11/02/2016



Le ministre Ivan Collendavelloo a inauguré mercredi une station de relais du CEB à La Tour Koenig.

**Désormais, pour parer à toute éventualité, le gouvernement misera davantage sur les énergies vertes.**

Suite de la page 1 Comme l'a annoncé Ivan Collendavelloo, mercredi, un projet de centrale de 15 mégawatt qui produira de l'électricité à partir de l'énergie solaire sera bientôt mis en chantier. De nouveaux appels d'offres seront aussi lancés pour des centrales de 20 mégawatts. Le ministère de l'Énergie aura également droit à des réunions avec des consultants pour le conseiller sur l'énergie géothermique et sur la production de l'électricité à partir des vagues à Gris-Gris, un projet qui intéresse des promoteurs australiens. Il a aussi fait état du stockage de carburants à Les Salines mais a déploré le fait que la mise sur pied d'une station de production d'énergie à cet endroit ne peut se faire. Il faudra aussi garantir la transmission de l'électricité et essayer de minimiser les responsabilités des consommateurs pour que de moins en moins de gens effectuent la queue dans les bureaux du CEB pour s'acquitter du paiement de leur facture d'électricité. "L'idée est de permettre aux abonnés de régler les factures d'électricité à domicile au moins avant la fin de son mandat", a déclaré Ivan Collendavelloo. Pour lui, l'île Maurice de demain doit pouvoir produire de l'électricité d'une nouvelle façon, sans pour autant abandonner le fioul et le charbon, mais ce sera un pays qui sera complètement tourné vers l'énergie verte et renouvelable. "Tout le paysage de Maurice va changer avec l'énergie éolienne et solaire", a-t-il dit. Gérard Hébrard, General Manager du CEB, a déclaré que l'île Maurice depuis les années 80 a été

18

témoin d'un développement rapide à Port-Louis, Pailles, Sorèze et La Tour Koenig. Ce qui fait que la consommation de l'énergie électrique a augmenté dans ces régions. "La qualité de la fourniture électrique est essentielle pour ces industries et c'est pour cette raison que cette station de relais à La Tour Koenig est entrée en opération

<http://www.lematinal.com/news/local/11124-le-ceb-mise-sur-l'energie-verte.html>

## **Education**

## **Francophonie et Université de l’océan Indien pour favoriser l’intégration de La Réunion**

*Conférence de presse de Paul Vergès*

12 février 2016

**La Réunion est à l’aube de changements plus importants encore qu’à l’époque du vote de la loi du 19 mars 1946. Elle est face au défi de sa double intégration dans l’Union européenne et dans sa région géographique. Pour gagner ce pari, Paul Vergès a mis hier en avant deux propositions s’appuyant sur un héritage positif de la loi du 19 mars : l’élévation du niveau de formation et la maîtrise du français. La Réunion pourrait être un acteur du rayonnement de la francophonie dans une région où l’anglais ne cesse de progresser.**

L’environnement a considérablement changé par rapport à l’époque de la loi du 19 mars 1946. Le changement climatique est devenu une réalité. La mondialisation touche le coeur de l’économie réunionnaise avec la crise de la filière canne-sucre. La démographie bouleverse les perspectives : 54 millions d’habitants à Madagascar en 2050 et 100 millions en 2100. « À 800 kilomètres se crée une situation totalement nouvelle. Comme si l’Inde et la Chine étaient réunies à 800 kilomètres de Marseille », souligne le sénateur. « Comment préparer cette situation qui durera des siècles. Comment allons-nous vivre ? »

Paul Vergès propose de s’appuyer sur le développement de l’enseignement du fait de la loi du 19 mars. « Lycées, centres de recherche, CHU, aucun de nos voisins n’a l’équivalent de cela ». Au cours de son séjour en France, le sénateur a été reçu par la ministre de la Francophonie. Il lui a indiqué qu’il est possible d’utiliser cet atout de La Réunion au service de la Francophonie. Du fait de la colonisation, dans tout un océan indien baigné par l’anglophonie, il existe une base francophone : La Réunion, Maurice, Seychelles, les Comores et Madagascar. Mais avec la poussée démographique, l’activité des États-Unis à Madagascar et de la Chine dans l’Est de l’Afrique, tout cela pourrait bien être fini d’ici une génération. Et La Réunion ne serait plus alors que le seul territoire francophone dans notre région.

« C'est maintenant que le gouvernement français doit mettre les moyens pour maintenir la francophonie ». C'est un débouché nouveau pour les jeunes diplômés réunionnais majoritairement au chômage, car les 10.000 bacheliers annuels seraient insuffisants pour défendre la francophonie à Madagascar.

L'atout de La Réunion en matière de formation peut également servir à la relance du projet de l'Université de l'océan Indien, présenté par Paul Vergès au ministère de l'Enseignement supérieur. Le sénateur cite l'exemple de l'Université de Kensington en Jamaïque, pôle d'excellence pour la Caraïbe.

« Faisons le co-développement et nous serons utiles à toute la zone. C'est une carte à jouer, un atout demandé par les autres ». Ces propositions ont reçu des réponses favorables des deux ministères.

<http://www.temoignages.re/politique/actualites/francophonie-et-universite-de-l-ocean-indien-pour-favoriser-l-integration-de-la-reunion,85382>